

Service de Presse

1974-11-29

Discours prononcé par le Premier Ministre Olof Palme à l'occasion du dîner offert par le Président Boumediène en l'honneur du Premier Ministre le 12 novembre 1974.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous exprimer mes remerciements chaleureux pour les paroles que vous avez bien voulu m'adresser ainsi qu'à ma délégation. C'est avec une joie profonde que j'ai accepté votre invitation à me rendre en visite officielle en Algérie, la première visite d'un Premier Ministre suédois.

Cette visite coïncide avec la célébration par l'Algérie du vingtième anniversaire de la révolution de novembre. Après huit années d'une lutte dure et héroïque pour la liberté, l'Algérie est enfin revenue aux algériens. La libération de l'Algérie a été une grande victoire du peuple algérien. Mais elle a aussi servi d'exemple à bien d'autres peuples. Personnellement j'ai eu le grand honneur de représenter le gouvernement suédois aux festivités organisées en 1962 pour célébrer la libération, rôle qui m'a permis aussi de visiter la Kabylie, de discuter avec les révolutionnaires et militants du FLN, de voir de mes propres yeux les grandes difficultés qu'avaient laissées le colonialisme et la guerre. Ma visite ici, aujourd'hui, est donc un retour, et j'en suis très content, monsieur le Président.

J'ai suivi depuis lors, ainsi que le peuple suédois, avec une admiration grandissante, le travail inlassable fourni par les dirigeants algériens en ce qui concerne la reconstruction et le développement du pays. Il se fait ici de grands efforts dans le domaine de l'éducation, de la santé publique et de l'habitat, ainsi que dans ceux de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de l'industrie.

Vous nous avez, monsieur le Président, préparé un programme qui nous permettra de visiter une partie importante de votre pays. Je voudrais cependant dès maintenant vous signaler qu'il suffit de passer quelques heures en Algérie pour se rendre compte des grandes transformations sociales et économiques qui ont eu lieu ici. L'Algérie a montré au monde qu'en mobilisant ses ressources matérielles et humaines, il est possible de développer un pays malgré un lourd héritage colonial. C'est la force

et la volonté d'un peuple travailleur qui ont acquis cette victoire. Il découle logiquement de la lutte de libération menée pour son propre pays, que le peuple algérien s'est engagé avec vigueur pour les mêmes fins sur le plan international. Aujourd'hui l'Algérie est à l'avant-garde dans la lutte globale entreprise pour confirmer le droit des peuples à l'indépendance nationale et les droits qu'ont les pays du tiers-monde de former leurs sociétés selon leurs propres désirs et idéaux sans intervention extérieure. Voilà pourquoi l'Algérie est aussi une des forces agissantes dans ce mouvement important qu'est le non-alignement. Il est aussi fort symbolique que l'Algérie, hier occupée et persécutée, est aujourd'hui devenue un refuge pour les persécutés et un centre pour la plupart des mouvements de libération nationale.

Mon pays a été un des premiers à saluer l'initiative algérienne de convoquer en session spéciale l'Assemblée Générale des Nations Unies au printemps dernier. Nous avons admiré la vue globale des problèmes du tiers-monde, dans la question des matières premières et celle des relations entre les pays riches et les pays pauvres que vous avez présentée vous-même dans votre discours à la session spéciale.

Cette assemblée de l'ONU a ouvert la voie à une discussion internationale sur les causes de la situation économique difficile à laquelle se trouve confrontée la majorité des pays actuellement. Cette session de l'ONU n'est qu'un début. Mais par ses résultats elle mène, si nous continuons sur le même chemin, à des changements profonds des rapports de puissance entre les Etats.

En outre, votre initiative a renforcé le prestige de l'ONU et elle a rétabli l'organisation dans son rôle de forum où la grande majorité des Etats veulent travailler pour résoudre en coopération et solidairement les grands problèmes internationaux. On a vu se dégager une vision plus intégrée des problèmes du développement économique dans le monde. Il faut aujourd'hui prendre une vue d'ensemble de ces problèmes, qu'ils soient de nature économique, sociale ou technique, qu'ils soient liés au contrôle des grandes entreprises multinationales ou au droit des Etats de disposer eux-mêmes de leurs richesses naturelles.

En Europe, nous avons assisté ces dernières années à un développement international qui nous mènera vers une détente politique plus stable que jusqu'à maintenant. Les questions de sécurité et de coopération entre Etats européens sont traitées au sein d'une grande conférence, réunissant 35 pays, qui s'est ouverte à Helsinki, en Finlande, et qui siège actuellement à Genève. Les pays non-européens, limitrophes de la Méditerranée - et l'Algérie plus particulièrement - ont montré un vif intérêt pour cette conférence. Nous saluons de notre part comme nécessaire et constructif le dialogue qui a été instauré d'une manière directe entre les pays participants et les autres pays de la Méditerranée. Votre région est liée par tant de relations, directes ou indirectes, avec l'Europe. Il faut en prendre acte au moment où les grands principes qui doivent guider la coopération future en Europe sont en discussion au plan international.

Les temps difficiles qui nous vivons constituent un risque de confrontation accru entre les riches et les pauvres. A long terme une polarisation nous porterait préjudice à tous. Un aspect important ou un complément du travail des Nations Unies est selon moi la coopération entre les Etats aux intérêts communs. Ceci concerne surtout les Etats petits ou moyens. Une coopération efficace aux Nations Unies demande une convergence d'opinions entre une majorité des pays membre. Cette majorité ne doit cependant pas être discernable par une simple répartition des pays en pays industrialisés et pays en voie de développement ou par des différences entre les systèmes économiques et sociaux. La coopération doit, aussi bien aux Nations Unies que dans les contacts entre Etats, être développée entre pays aux opinions voisines indépendamment du camp auquel ils devraient appartenir. Le fait de surmonter de telles différences constitue aussi un renforcement de l'indépendance nationale des Etats et un élargissement de leur liberté d'action.

Monsieur le Président, l'histoire et la géographie nous ont trop longtemps empêché d'établir une coopération et un dialogue. Le moment est venu de remédier à cet état de choses. Et il est bien logique que nos deux pays défendent tous les deux l'indépendance nationale, la souveraineté des peuples et la solidarité internationale. Le fait que nous sommes à bien des égards différents est peut-être encore une raison pour développer notre coopération. En effet, il en découle une sorte de complémentarité entre nos deux pays dans le domaine politique comme dans les domaines économiques et culturels.

Nous allons signer un accord qui va augmenter les conditions d'une coopération étroite entre l'industrie suédoise et les autorités et entreprises algériennes et cela en particulier dans les domaines des industries mécanique, électrique, minière et sidérurgique. J'ai appris que plus de cent entreprises suédoises ont récemment indiqué leur désir de participer au développement économique algérien. Ce désir a d'ailleurs été exprimé entre autre par la présence massive de la Suède à la foire d'Alger. Les conditions d'expansion économique entre nos deux pays sont bonnes grâce à la complémentarité des deux économies. Je suis convaincu que cette coopération suédo-algérienne sera d'une grande valeur pour les deux pays. Une coopération approfondie entre l'Algérie et la Suède ajoutera à la compréhension du fait que - comme vous l'avez si bien dit dans votre discours aux Nations Unies - "le développement des peuples du tiers-monde et les victoires à gagner contre la pauvreté, les maladies, l'analphabétisme et l'insécurité ne seront point une revanche des pays pauvres sur les pays riches, mais une victoire pour l'humanité toute entière".

Monsieur le Président, je constate en terminant que nos pays ont plusieurs liens, non seulement sur le plan économique mais surtout sur le plan politique et culturel. Je formule le souhait que ces liens soient renforcés et que, de par les différences qui existent entre les pays, nous puissions apprendre beaucoup l'un de l'autre.

Je vous remercie chaleureusement, monsieur le Président, pour l'accueil qui m'a été réservé ainsi qu'à ma délégation durant notre visite dans votre pays. Je vous remercie également de ce bon repas.